

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES
SIP ALENCON
PL DU GENERAL BONET BP 540
61007 ALENCON CEDEX

AVIS D'IMPÔTS LOCAUX

Vos références

Numéro fiscal (C) : 19 43 950 308 020
Référence de l'avis : 25 61 4131971 78
Contrat de prélèvement : M3 61 0043642 21
Référence unique de mandat :
FR46ZZZ005002M361004364221

Numéro de propriétaire : 375 R00062 C

Département d'imposition : 610
ORNE

Commune d'imposition : 375
BOISCHAMPRE

Numéro de rôle : 221
Date d'établissement : 03/09/2025
Date de mise en recouvrement : 31/08/2025

Identifiant service : 61051

RUCKL BRIGITTE
14 LES LANDES
61570 BOISCHAMPRE

Somme à prélever

145,00 €

Montant de vos taxes foncières **641,00 €**

Acomptes mensuels déjà versés - 496,00 €

Cette somme sera prélevée selon cet échéancier, qui se substitue
à la date limite de paiement fixée au 15/10/2025 :

15 septembre	2025	62,00 €	17 novembre	2025	21,00 €
15 octobre	2025	62,00 €			

Compte bancaire : FR76 3000 4010 300X XXXX XXX4 757

Identifiant de la banque : BNPAFRPPXXX

Nom du créancier : DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Vos contacts

 **Par messagerie sécurisée**
dans votre espace particulier ou professionnel sur
[impots.gouv.fr](#)

 **Par téléphone**
- pour toutes questions sur le prélèvement à
l'échéance ou sur le prélèvement mensuel :
au 0 809 401 401 *
du lundi au vendredi, de 8h30 à 19h
- pour toute autre question, votre centre des
finances publiques (coordonnées ci-dessous)

 **Sur place**
horaires de votre centre des finances publiques sur
[impots.gouv.fr](#), rubrique Contact et prise de RDV

• pour le paiement de votre impôt :

SIP ALENCON
PL DU GENERAL BONET BP 540
61007 ALENCON CEDEX
Tél : 0261120442

• pour le montant de votre impôt :

SDIF DE L'ORNE
CELL.FONC.DEP DE L'ORNE
6 BIS RUE JEAN JOLY
61200 ARGENTAN
Tél : 02 33 12 18 90

* (service gratuit + coût de l'appel)

Avis d'échéances 2026

Sauf modifications qui vous seront signalées, vos prélèvements mensuels
seront effectués selon cet échéancier :

15 janvier	2026	64,00 €	15 juin	2026	64,00 €
16 février	2026	64,00 €	15 juillet	2026	64,00 €
16 mars	2026	64,00 €	17 août	2026	64,00 €
15 avril	2026	64,00 €	15 septembre	2026	64,00 €
15 mai	2026	64,00 €	15 octobre	2026	64,00 €

Les taxes foncières sont affectées aux collectivités territoriales et l'évolution annuelle de leur montant
prévue par la loi, provient de deux facteurs :

- la revalorisation automatique en fonction de l'inflation de la valeur locative du bien prise en compte pour
déterminer le montant de la taxe ;
- les taux d'imposition déterminés chaque année par les collectivités.

Les progressions de ces taux sont les suivantes pour 2025 :

- le taux communal passe de 32,18 % à 32,45 %

DÉBITEUR(S) LÉGAL(AUX)		
Identifiant	Droit	Désignation et adresse
MBF7LH	PROPRIETAIRE	RUCKL BRIGITTE JOSETTE OLGA

Taxes foncières 2025		Commune	Syndicat de communes	Inter communalité	Taxes spéciales	Taxe ordures ménagères	Taxe GEMAPI	Total des cotisations	
Propriétés bâties	Taux 2024	32,18 %	%	11,04 %	0,108 %	12,15 %	0,413 %		
	Taux 2025	32,45 %	%	11,04 %	0,113 %	12,16 %	0,546 %		
	Adresse	14 LES LANDES							
	Base	1264		1264	1264	1264	1264		
	Cotisation	410		140	1	154	7	712	
	Cotisation lissée								
	Adresse								
	Base								
	Cotisation								
	Cotisation lissée								
Cotisation 2024	400		137	1	151	5			
Cotisation 2025	410		140	1	154	7	712		
Variation	+2,50 %	%	+2,19 %	0 %	+1,99 %	+40,00 %			
		Commune	Syndicat de communes	Inter communalité	Taxe additionnelle	Taxes spéciales	Chambre d'agriculture	Taxe GEMAPI	Total des cotisations
Propriétés non bâties	Taux 2024	%	%	%	%	%	%	%	
	Taux 2025	%	%	%	%	%	%	%	
	Bases terres non agricoles Bases terres agricoles								
	Cotisation 2024 Cotisation 2025								
	Variation	%	%	%	%	%	%	%	
	Dégrèvement jeunes agriculteurs (JA)				Base du forfait forestier	Majoration base terrains constructibles	Caisse d'assurance des accidents agricoles		
	Base État						Droit proportionnel :		
	Base collectivité						Droit fixe :		
Pour assurer la compensation à l'euro près de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, cette année, votre commune fera l'objet d'une retenue sur le produit de taxe foncière de 96410 €. Pour plus d'informations, consultez la notice. En raison de votre situation personnelle, vous bénéficiez d'un dégrèvement ne pouvant excéder 100 € de la taxe foncière de votre résidence principale.						Frais de gestion de la fiscalité directe locale		29	
						Dégrèvement Habitation principale		-100	
						Dégrèvement JA État			
						Dégrèvement JA Collectivité			
						Montant de votre impôt		641	
Références administratives : 610 21 111 051 375 511 N R									

Si vous souhaitez contester le montant de votre impôt, conformément aux articles R*190-1 et R*196-2 du livre des procédures fiscales, vous pouvez effectuer une réclamation sur votre messagerie sécurisée sur impots.gouv.fr ou par courrier adressé à votre centre des finances publiques, jusqu'au 31 décembre 2026.

Les calculs ayant permis la détermination du montant de votre imposition, ainsi que son détail, sont réalisés dans le cadre d'un traitement algorithmique. Conformément au code des relations entre le public et l'administration, vous avez accès aux règles définissant ce traitement ainsi qu'aux principales caractéristiques de sa mise en œuvre, en consultant impots.gouv.fr, rubrique « ouverture des données publiques de la DGFIP ». Les informations recueillies pour les taxes foncières font l'objet d'un traitement de données à caractère personnel, mis en œuvre par la Direction générale des Finances publiques (120 rue de Bercy 75772 PARIS). Pour toutes informations sur la protection de vos données personnelles, consultez la politique de confidentialité accessible depuis la page internet suivante : <https://www.impots.gouv.fr/portail/confidentialite-informations-personnelles>. Les destinataires de ces données sont les agents habilités de la DGFIP, dans le cadre de leurs attributions et conformément au besoin d'en connaître, les personnes et autres tiers auxquels la loi donne qualité pour en connaître dont notamment les organismes visés par l'article L 135 B du livre des procédures fiscales. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016, vous disposez des droits suivants : droit d'accès, droit de rectification des données vous concernant, droit à la limitation du traitement ainsi que le droit d'opposition au traitement de vos données personnelles hors obligation légale imposant à la DGFIP de traiter lesdites données ou dérogation réglementaire. Pour exercer vos droits, vous pouvez adresser votre demande au centre des finances publiques ou à l'adresse suivante: donnees-personnelles-mes-droits@dgfp.finances.gouv.fr. Pour toutes les questions autres que celles relatives à vos données personnelles (situation et gestion fiscale, changement de situation...), il convient de contacter le service gestionnaire aux coordonnées indiquées dans la rubrique contact de l'avis. En outre, si vous estimez que le traitement de vos données à caractère personnel n'est pas conforme aux dispositions légales et réglementaires, vous pouvez exercer votre droit de réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.